



Assemblée générale

Distr. générale
18 décembre 2003
Français
Original: anglais

Cinquante-huitième session

Point 145 b) de l'ordre du jour

Financement des forces des Nations Unies

chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient :

Force intérimaire des Nations Unies au Liban

Rapport sur l'exécution du budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

| | <i>Paragraphes</i> | <i>Page</i> |
|--|--------------------|-------------|
| I. Introduction | 1 | 3 |
| II. Exécution du mandat | 2–5 | 3 |
| III. Exécution du budget | | 7 |
| A. Ressources financières | | 7 |
| B. Autres recettes et ajustements | | 8 |
| C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome | | 8 |
| D. Contributions non budgétisées | | 9 |
| IV. Analyse des écarts | 6–15 | 9 |
| V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre | 16 | 11 |



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003.

Le rapport entre les dépenses et l'objectif de la Force pour cet exercice est mis en évidence dans des tableaux axés sur les résultats regroupés par composante (opérations et appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1er juillet au 30 juin.)

| Catégorie de dépenses | Montant alloué | Dépenses | Écarts | |
|---|------------------|------------------|----------------|-------------|
| | | | Montant | Pourcentage |
| Militaires et personnel de police | 53 585,0 | 51 098,7 | 2 486,3 | 4,6 |
| Personnel civil | 34 288,9 | 34 835,0 | (546,1) | (1,6) |
| Dépenses opérationnelles | 24 168,6 | 21 663,0 | 2 505,6 | 10,4 |
| Montant brut | 112 042,5 | 107 596,8 | 4 445,7 | 4,0 |
| Recettes provenant des contributions du personnel | 3 641,3 | 4 520,2 | (878,9) | (24,1) |
| Montant net | 108 401,2 | 103 076,6 | 5 324,6 | 4,9 |
| Contributions volontaires en nature (budgétisées) | 333,5 | – | 333,5 | 100,0 |
| Total | 112 376,0 | 107 596,8 | 4 779,2 | 4,3 |

Ressources humaines : occupation des postes

| Catégorie de personnel | Postes approuvés ^a | Postes effectivement pourvus | Taux de vacance |
|--------------------------------|-------------------------------|------------------------------|----------------------------|
| | | (moyenne) | (pourcentage) ^b |
| Contingents | 3 513 | 2 457 | 2 |
| Personnel international | 144 | 117 | 13 |
| Personnel recruté dans le pays | 339 | 311 | 3 |

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003, exposé dans le rapport du Secrétaire général en date du 1er avril 2002 (A/56/893), s'élevait à un montant brut de 112 376 000 dollars (montant net : 108 401 200 dollars), dont 333 500 dollars de contributions volontaires. Il a permis de financer les dépenses afférentes à 3 513 membres des contingents, 144 membres du personnel international et 339 membres du personnel recruté dans le pays. Se fondant sur la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, énoncée au paragraphe 15 du rapport du Comité consultatif en date du 5 avril 2002 (A/56/887/Add.7), l'Assemblée générale, dans sa résolution 56/214 B du 27 juin 2002, a ouvert, au titre du fonctionnement de la Force pour la période du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003, un crédit d'un montant brut de 112 042 500 dollars (montant net : 108 401 200 dollars), qui a été réparti dans sa totalité entre les États Membres.

II. Exécution du mandat

2. Le mandat de la Force a été établi par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 425 (1978) et 426 (1978). Celui correspondant à la période considérée dans le présent rapport a été défini dans les résolutions 1391 (2002), 1428 (2002) et 1461 (2003).

3. La Force a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales.

4. Dans le cadre de cet objectif général, elle a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les produits clefs présentés dans les tableaux ci-après. Ces tableaux sont regroupés par composante : opérations et appui. Les caractéristiques programmatiques communes des réalisations escomptées et des produits relevant de telle ou telle composante sont la raison, et non le résultat, de leur regroupement au sein de cette composante.

5. Ces tableaux marquent un progrès vers la budgétisation axée sur les résultats. Le budget de 2002/03 ne contenait pas de tableaux types énonçant les résultats escomptés, qui auraient servi de données de référence pour mesurer l'exécution du budget et en rendre compte. Il a donc été décidé, à titre provisoire, de présenter les données sur l'exécution du budget de la Force pour l'exercice 2002/03 sous la forme de tableaux dans lesquels sont donnés les réalisations effectives et les produits effectivement exécutés pour lesquels l'information est disponible. Les réalisations escomptées sont celles qui sont nécessaires pour que la Force puisse atteindre l'objectif fixé par le Conseil de sécurité dans les délais prévus, tandis que les réalisations effectives reflètent les progrès accomplis sur cette voie au cours de l'exercice. Les produits effectivement exécutés représentent les initiatives prises par la Force pour concrétiser les réalisations escomptées au cours de l'exercice.

Composante 1 : opérations

| <i>Réalisations escomptées</i> | <i>Réalisations effectives</i> |
|--|---|
| 1.1 Plus grand respect de l'intégrité de la Ligne bleue et de la souveraineté du Liban sur son territoire | <p>1.1.1 Diminution du nombre des violations graves de la Ligne bleue (2 en 2002/03 contre 5 en 2001/02)</p> <p>1.1.2 Diminution de 80 % du nombre des violations de l'espace aérien (51 en 2002/03 contre 255 en 2001/02^a)</p> <p>1.1.3 Multiplication par 4 du nombre des fusillades (176 en 2002/03 contre 35 en 2001/02^a)</p> |
| <p><i>Produits effectivement exécutés</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 127 750 jours de patrouille mobile (soit deux patrouilles de 5 hommes pour chacune des 35 positions opérationnelles) • 127 750 jours-hommes d'observation (soit deux équipes de 5 hommes aux postes d'observation de chacune des 35 positions opérationnelles) • 424 heures de patrouille aérienne le long de la Ligne bleue • Deux rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité | |
| <p><i>Observations</i> : Les violations de l'espace terrestre et de l'espace aérien résultent de facteurs extérieurs c'est-à-dire, essentiellement, de l'instabilité dans la région.</p> | |

^a Les statistiques relatives à l'exercice 2001-2002 figurant dans le document A/57/662 et Corr. 1 étaient erronées.

| <i>Réalisations escomptées</i> | <i>Réalisations effectives</i> |
|---|--|
| 1.2 Normalisation de l'exercice par le Gouvernement libanais de son autorité au Sud-Liban | <p>1.2.1 Accroissement de 47 % des effectifs du personnel libanais chargé de la sécurité au Sud-Liban (1 185 en 2002/03 contre 805 en 2001/02)</p> <p>1.2.2 Aucun poste de sécurité frontalier n'a encore été établi le long de la Ligne bleue</p> |
| <p><i>Produits effectivement exécutés</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 246 réunions de liaison • 37 réunions de liaison de haut niveau • 68 activités de médiation, qui ont permis d'empêcher la situation de se dégrader • 144 réunions de coordination des activités de développement, des activités humanitaires et de la lutte antimines au Sud-Liban | |
| <p><i>Observations</i> : L'UNIFIL et les parties concernées ont tenu davantage de réunions afin de se maintenir en contact et d'éviter une dégradation de la situation.</p> | |

Composante 2 : appui

| <i>Réalisations escomptées</i> | <i>Réalisations effectives</i> |
|--|---|
| 2.1 Un appui logistique et administratif efficace et efficient | <p>2.1.1 Le pourcentage de la valeur totale des articles d'inventaire en attente d'inscription en profits et pertes et de mise au point est passé de 22 % au 30 juin 2002 à 11 % au 30 juin 2003</p> <p>2.1.2 La durée du cycle d'achat, c'est-à-dire le nombre de jours compris entre la date de dépôt d'une demande de biens ou services et la date de réception, est tombée de 94 en 2001/02^a à 72 en 2002/03</p> <p>2.1.3 Le nombre d'heures d'interruption des réseaux longue portée et réseaux locaux est passé de 60 heures en 2001/02 à 36 heures en 2002/03</p> <p>2.1.4 Le pourcentage de véhicules non utilisés est passé de 7 % en 2001/02 à 5 % en 2002/03.</p> |
| <i>Produits effectivement exécutés</i> | |
| <p>Amélioration des services</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion des inventaires : La Section des services généraux a collaboré au quotidien avec les responsables de la gestion du matériel, fréquemment convoqué des réunions du Comité local de contrôle du matériel et fait en sorte que des questions soumises au Comité central de contrôle du matériel soient traitées rapidement • Cycle d'achat : Incorporation du plan d'achat au processus budgétaire et notamment examen mensuel des besoins effectué conjointement avec les unités autonomes; accélération du processus d'achat par élimination des doubles emplois; utilisation de modèles de contrat et d'accord et établissement d'accords à long terme pour les biens et services faisant l'objet d'achats fréquents • Pannes des réseaux informatiques (réseaux longue portée et locaux) : installation d'un logiciel de surveillance de l'utilisation d'Internet, maintenance de serveurs et de sources d'électricité d'appoint, intervention rapide en cas de problème de fonctionnement du réseau et installation de commutateurs et de stations pivots sûrs. • Pourcentage de véhicules non utilisés : remplacement des vieux véhicules et entretien préventif des véhicules dans les délais requis, formation des chauffeurs à une conduite prudente et à l'entretien de leurs véhicules et réparation rapide des véhicules <p>Militaires</p> <ul style="list-style-type: none"> • Relèves : arrivée de 3 735 militaires; départ de 3 946 militaires • Livraison et stockage de rations et de carburants et lubrifiants dans 44 positions militaires (sur la base d'un effectif mensuel moyen de 2 463 militaires) <p>Personnel civil</p> <ul style="list-style-type: none"> • Administration des contrats (527) | |

Installations et infrastructures

- Entretien et réparation des installations de 40 positions militaires, dont 1 000 modules d'hébergement préfabriqués et 160 logements non préfabriqués
- Entretien d'un total de 25 kilomètres de routes d'accès à plusieurs positions militaires
- Réparation de 18 hélistations
- Remise à neuf de 4 bureaux

Transports terrestres

- Entretien de 448 véhicules légers, de 184 véhicules lourds et de 51 remorques sur 4 sites
- Entretien de 66 véhicules blindés de transport de troupes sur 2 sites

Transports aériens

- 658 heures de vol (hélicoptères)

Transmissions

- Appui au fonctionnement d'une microstation terrienne
- Appui au fonctionnement de 10 standards téléphoniques desservant 1 395 utilisateurs

Informatique

- Appui au fonctionnement de 580 ordinateurs de table, de 75 ordinateurs portatifs, de 315 imprimantes et de 41 scanners sur 8 sites
- Appui au fonctionnement d'un réseau longue portée desservant 60 utilisateurs

Services médicaux

- Appui à 4 hôpitaux de niveau I, 1 hôpital de niveau II et 2 hôpitaux de base pour 40 046 patients

Observations : Au 31 décembre 2002, la réduction des effectifs de la Mission avait été menée à bien. Le transfert du personnel civil international de Nahariya (Israël) à Tyr (Liban) s'est échelonné d'août à octobre 2002.

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis, l'exercice budgétaire court du 1er juillet au 30 juin)

| Catégorie de dépenses | Montant alloué ^a (1) | Dépenses (2) | Écarts | |
|---|------------------------------------|------------------|----------------------------|--------------------------------|
| | | | Montant (3) = (1) - (2) | Pourcentage (4) = (3) / (1) |
| Militaires et personnel de police | | | | |
| Observateurs militaires | – | – | – | – |
| Contingents | 53 585,0 | 51 098,7 | 2 486,3 | 4,6 |
| Police civile | – | – | – | – |
| Unités de police constituées | – | – | – | – |
| Total partiel | 53 585,0 | 51 098,7 | 2 486,3 | 4,6 |
| Personnel civil | | | | |
| Personnel international | 23 131,5 | 20 711,3 | 2 420,2 | 10,5 |
| Personnel recruté dans le pays | 11 157,4 | 14 123,7 | (2 996,3) | (26,6) |
| Volontaires des Nations Unies | – | – | – | – |
| Total partiel | 34 288,9 | 34 835,0 | (546,1) | (1,6) |
| Dépenses opérationnelles | | | | |
| Personnel temporaire (autres que pour les réunions) | 52,7 | 52,7 | 0,0 | 0,0 |
| Personnel fourni par des gouvernements | – | – | – | – |
| Observateurs électoraux civils | – | – | – | – |
| Consultants | – | – | – | – |
| Voyages | 472,9 | 426,0 | 46,9 | 9,9 |
| Installations et infrastructures | 8 778,5 | 7 788,5 | 990,0 | 11,3 |
| Transports terrestres | 6 740,9 | 6 041,2 | 699,7 | 10,4 |
| Transports aériens | 1 339,6 | 1 538,6 | (199,0) | (14,9) |
| Transports maritimes ou fluviaux | – | – | – | – |
| Transmissions | 1 210,3 | 1 140,8 | 69,5 | 5,7 |
| Informatique | 1 424,8 | 1 494,3 | (69,5) | (4,9) |
| Services médicaux | 871,7 | 721,4 | 150,3 | 17,2 |
| Matériel spécial | 548,5 | 542,0 | 6,5 | 1,2 |
| Fournitures, services et matériel divers | 2 728,7 | 1 917,7 | 811,0 | 29,7 |
| Projets à effet rapide | – | – | – | – |
| Total partiel | 24 168,6 | 21 663,0 | 2 505,6 | 10,4 |
| Total brut | 112 042,5 | 107 596,8 | 4 445,7 | 4,0 |
| Recettes provenant des contributions du personnel | 3 641,3 | 4 520,2 | (878,9) | (24,1) |
| Total net | 108 401,2 | 103 076,6 | 5 324,6 | 4,9 |
| Contributions volontaires en nature (budgétisées) | 333,5 | – | 333,5 | 100,0 |
| Total | 112 376,0 | 107 596,8 | 4 779,2 | 4,3 |

^a Compte tenu de l'ajustement dont a fait l'objet la répartition des ressources approuvées entre les catégories « militaires et personnel de police » et « dépenses opérationnelles ».

B. Autres recettes et ajustements

| <i>Catégorie de recettes</i> | <i>Montant (en milliers de dollars É.-U.)</i> |
|--|---|
| Intérêts créditeurs | 6 637 |
| Recettes diverses | 1 603 |
| Contributions volontaires en espèces | – |
| Ajustements sur exercices antérieurs | (68) |
| Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs | 3 171 |
| Total | 11 343 |

C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

| <i>Catégorie de dépenses</i> | <i>Dépenses (en milliers de dollars É.-U.)</i> |
|---|--|
| Matériel majeur | 2 987,4 |
| Soutien logistique autonome | |
| Matériel de restauration | 111,3 |
| Mobilier et matériel de bureau | 97,1 |
| Matériel électrique | 117,3 |
| Missions secondaires du génie | 70,5 |
| Blanchisserie et nettoyage | 358,0 |
| Magasins (divers) | 177,7 |
| Transmissions | 63,4 |
| Services médicaux | 281,7 |
| Neutralisation des explosifs et munitions | 86,9 |
| Observation | 328,9 |
| Total partiel | 1 692,8 |
| Total | 4 680,2 |

| <i>Facteurs applicables à la Mission</i> | <i>Pourcentage</i> | <i>Date effective</i> | <i>Date du dernier examen</i> |
|--|--------------------|-----------------------|---------------------------------------|
| A. Facteurs applicables à la zone de la Mission | | | |
| Contraintes du milieu | 0,5 | 9 novembre 1998 | – |
| Usage opérationnel intensif | 2,3 | 9 novembre 1998 | – |
| Acte d'hostilité ou abandon forcé | – | 9 novembre 1998 | – |

| <i>Facteurs applicables à la Mission</i> | <i>Pourcentage</i> | <i>Date effective</i> | <i>Date du dernier examen</i> |
|--|--------------------|-----------------------|-------------------------------|
| B. Facteurs applicables au pays d'origine | | | |
| Différentiel de transport | | | |
| • Fidji | 4,5 | | |
| • Ghana | 2,0 | | |
| • Inde | 1,0 | | |
| • Ukraine | 0,25 | | |

D. Contributions non budgétisées

| <i>Catégorie</i> | <i>Valeur réelle (en milliers de dollars É.-U.)</i> |
|--|---|
| Accord sur le statut des forces ^a | 1 478,6 |

^a Dont frais de location du siège de la FINUL à Nagoura (441 200 dollars), Maison de la FINUL à Beyrouth (333 500 dollars) – précédemment comptabilisée à la rubrique Contributions volontaires en nature (budgétisées) – et positions militaires fournies par le Gouvernement libanais (703 900 dollars).

IV. Analyse des écarts¹

| | <i>Écart</i> | |
|--------------------|--------------|-------|
| Contingents | 2 486,3 | 4,6 % |

6. Le solde inutilisé est essentiellement imputable aux économies réalisées aux rubriques voyages à l'intérieur de la zone de la Mission, relève et rapatriement. Les prévisions de dépenses tablaient sur la relève de 5 054 militaires [soit deux fois le nombre moyen de militaires (2 527)], à raison de 1 000 dollars par personne, mais les effectifs moyens au cours de la période à l'examen ont été de 2 457, et les rapatriements se sont faits sur la base de 4 923 militaires, à raison de 753 dollars par personne et par relève.

| | <i>Écart</i> | |
|--------------------------------|--------------|--------|
| Personnel international | 2 420,2 | 10,5 % |

7. Le solde inutilisé s'explique essentiellement par le fait que les dépenses au titre du transfert du personnel civil international d'Israël au Liban au cours de la période d'août à octobre 2002 ont été inférieures aux prévisions, certains membres du personnel de la FINUL étaient détachés temporairement auprès d'autres missions.

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis.

| | <i>Écart</i> | |
|---------------------------------------|--------------|----------|
| Personnel recruté dans le pays | (2 996,3) | (26,6 %) |

8. L'augmentation tient principalement à la hausse des traitements intervenue le 1er août 2002, qui a entraîné une augmentation des traitements du personnel local, des dépenses communes de personnel et des contributions du personnel.

| | <i>Écart</i> | |
|----------------|--------------|-------|
| Voyages | 46,9 | 9,9 % |

9. Le solde inutilisé s'explique essentiellement par l'annulation des plans de voyage du personnel du siège du fait de l'insécurité dans la région.

| | <i>Écart</i> | |
|--|--------------|--------|
| Institutions et infrastructures | 990,0 | 11,3 % |

10. Le solde inutilisé est dû essentiellement à la décision qui a été prise de ne pas acheter de nouveaux groupes électrogènes de grande puissance, les groupes électrogènes disponibles ayant pu être réparés grâce aux pièces de rechange en réserve et ayant été suffisants pour assurer la production d'électricité.

| | <i>Écart</i> | |
|------------------------------|--------------|--------|
| Transports terrestres | 699,7 | 10,4 % |

11. Le solde inutilisé tient essentiellement à ce que le coût des services de réparation et d'entretien des véhicules, y compris les véhicules blindés de transport de troupes, a été inférieur aux prévisions, le parc automobile ayant été réduit (695 véhicules, contre 750 précédemment) et étant constitué de véhicules plus récents.

| | <i>Écart</i> | |
|---------------------------|--------------|----------|
| Transports aériens | (199,0) | (14,9 %) |

12. Le surcroît de dépenses s'explique par l'augmentation des primes d'assurance responsabilité civile.

| | <i>Écart</i> | |
|----------------------|--------------|-------|
| Transmissions | 69,5 | 5,7 % |

13. Le solde inutilisé est essentiellement imputable à la surestimation du coût des pièces de rechange.

| | <i>Écart</i> | |
|--------------------------|--------------|--------|
| Services médicaux | 150,3 | 17,2 % |

14. Le solde inutilisé est essentiellement imputable à une moindre utilisation des fournitures médicales, elle-même due à la diminution du nombre des problèmes médicaux survenus dans la zone d'opérations de la FINUL.

| | <i>Écart</i> | |
|---|--------------|--------|
| Fournitures, services et matériel divers | 811,0 | 29,7 % |

15. Le solde inutilisé est dû essentiellement au fait que l'on avait prévu au titre de l'indemnisation des propriétaires des montants plus élevés que ceux qui ont été négociés.

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

16. En ce qui concerne le financement de la FINUL, l'Assemblée générale devra se prononcer sur les points suivants :

a) Affectation du solde inutilisé de 4 445 700 dollars relatif à l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003;

b) Affectation du montant correspondant aux autres recettes et ajustements relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2003, qui s'élève à 11 343 000 dollars, dont les intérêts créditeurs (6 637 000 dollars), les recettes diverses (1 603 000 dollars) et les réductions ou annulations d'engagements d'exercices antérieurs (3 171 000 dollars), moins les ajustements sur exercices antérieurs (68 000 dollars).